

« Ici, on peut aborder des tabous sans jugement »

Par [Maïté Darnault, Correspondante à Lyon](#) - Libération — 26 juillet 2016 à 19:01



Un entretien individuel au centre de santé sexuelle de la Croix-Rousse, gratuit et anonyme, le 6 juin. Photo Bruno Amsellem. Divergence pour «Libération»

A Lyon, un centre médical et associatif permet de parler sida, sexualité ou addictions. Un lieu en plein cœur de la ville, entre suivi et écoute.

•
«Ici, on peut aborder des tabous sans jugement»

Beaucoup d'histoires lyonnaises commencent par une bénédiction. Le centre de santé sexuelle, au pied des pentes de la Croix-Rousse, n'y a pas échappé. Lors de son inauguration en mai, les grâces ont été chantées par les Sœurs de la perpétuelle indulgence - ces nonnes travesties aux visages blancs rehaussés de paillettes et de cornettes punk. Sœur Anna-Maria, la trentaine, est l'une des ouailles déjantées de la branche régionale de ce mouvement militant LGBT : *«Ce n'est pas toujours évident de parler cul à son médecin traitant qu'on voit deux fois par an, dit-elle. Ici, on sait qu'on va pouvoir aborder sans jugement des choses qui restent taboues : les questions d'identité sexuelle et affective, l'accès aux soins. C'est important de sortir du cadre ultramédicalisé.»*

Capotes et sucettes

Au 5, rue du Griffon, pas de blouses blanches ni de relents de désinfectant. Plutôt une légère odeur de peinture fraîche et des petits paniers qui proposent pêle-mêle capotes et sucettes. Pourtant, l'hôpital est bien présent sous cette façade cosy. C'est d'ailleurs pour cela que le projet lyonnais fait figure de pionnier en France. Le concept des centres de santé sexuelle ne date pas d'hier. Leur ancêtre est né en 1933 à Sydney, le plus grand port d'Australie, s'adressant à une population masculine particulièrement touchée par les maladies vénériennes : les marins. Ce modèle s'ouvre dans les années 70 aux femmes et inclut une offre comparable à notre Planning familial. Il se banalise dans les pays anglo-saxons et en Europe du Nord. En France, il faut attendre presque un siècle pour que le premier centre de santé sexuelle, le 190, se lance à

Paris en février 2010. Mais il reste uniquement du ressort associatif. Cette même année, un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) préconise la multiplication de structures d'accueil mixtes. Depuis, seule la capitale des Gaules a répondu à l'appel.

«Cela représente plus de six ans de travail», souligne le docteur Jean-Michel Livrozet, praticien à l'hôpital Edouard-Herriot et président du CoreVIH (Comité de coordination régionale de la lutte contre le VIH) Lyon-Vallée du Rhône. Cet organisme chapeaute les soins en la matière offerts par le réseau d'établissements publics des Hospices civils de Lyon. Et constitue l'un des piliers du centre de santé sexuelle de la Croix-Rousse. Il en finance d'ailleurs l'intégralité, avec un budget annuel de 30 000 euros. *«L'hôpital seul, pas plus que le tissu associatif ou la médecine de ville seuls, ne viendra pas à bout des épidémies»,* estime le D^r Livrozet.

Le second pilier du centre de santé sexuelle est constitué par la mosaïque d'associations animant les permanences qui se tiennent du lundi au vendredi de 18 heures à 21 heures. Chaque soir, elles réunissent un intervenant et un professionnel de santé, et proposent de l'accueil et de l'écoute psychologique, des consultations médicales (d'addictologie et de sexologie), des groupes de parole thématiques ou du dépistage rapide du VIH. Le tout de façon gratuite et anonyme.

Ce lundi, Léna, 23 ans, vient d'entrer *«par curiosité»* avec son amoureuse. Elles ne se sont jamais fait tester. Les nouveaux Trod (tests rapides d'orientation diagnostic), vendus entre 25 et 30 euros en pharmacie, livrent leur résultat en moins de vingt minutes. *«Je n'ai aucun suivi gynéco, ça coûte cher, raconte Léna, cuisinière. Et je ne me sens pas forcément concernée en ayant des relations uniquement avec des filles.»*

A ses côtés, Caroline, 32 ans, en reconversion professionnelle, estime que *«la prévention reste parfois très confidentielle [...] Là, au contraire, ça ne fait pas glauque, c'est placé dans un quartier jeune, de passage»*. Avoir pignon sur rue à deux pas des boîtes et des bars branchés de la ville fait partie de la stratégie de conquête des populations ciblées. En particulier les multipartenaires et *«celles et ceux qui ne vont pas à l'hôpital»*, souligne le

docteur Grégory Perrier, de permanence ce soir-là. *«Souvent, les patients viennent d'abord pour un dépistage. Ça permet de voir ce qu'il y a autour, de faire un point sur la vaccination, d'identifier les pratiques à risque.»*

«J'avais honte de parler de ça à un psy»

A Lyon comme dans d'autres grandes villes, le slam - la consommation de drogues de synthèse afin d'optimiser ses performances sexuelles - sévit chez les gays. Des produits qui créent vite une forte dépendance loin de l'objectif récréatif initial. C'est ce qui a conduit David (1), 38 ans, au centre de santé sexuelle : *«J'aimerais contrôler et limiter les prises pour éviter que ce soit n'importe quoi tous les week-ends»*, espère-t-il. Mais difficile de résister, dit-il, quand le gramme coûte entre 10 et 15 euros et permet de *«tenir largement deux jours»*. Pour le moment, il *«touche du bois»* : *«Ça n'a jamais rejailli au travail»*, glisse ce cadre dans la fonction publique. Ancien slameur, Christophe, 45 ans, a, lui, totalement décroché : *«Au départ, c'était ludique. Puis c'est devenu indispensable pour avoir des rapports. Et à la fin, ça a tout anéanti. J'étais dans un tel état que je ne rencontrais plus personne.»* L'angoisse de retomber sur *«quelqu'un qui a quelque chose»* ne le quitte jamais. Désormais en couple, il est suivi avec son compagnon par le sexologue du centre, en parallèle de ses rendez-vous avec un psychologue aux Hospices civils de Lyon. Un dispositif *«très complémentaire»*, juge-t-il. Stéphane (1), 35 ans, séropositif depuis sept ans, vient consulter car il est accro aux applis de rencontres. *«J'ai commencé très jeune, à 13 ans, avec le Minitel. J'ai beaucoup de mal à aller vers les gens sans écran, raconte-t-il. Et j'avais honte de parler de ça à un psy. Ici, on est face aux bonnes personnes. Du coup, on avance vite, sans tabou. Je ressors d'ici plus léger, plus fort.»*

Ces applis, comme Grinder, sont ainsi devenues un canal de *«recrutement»* des patients du centre de santé sexuelle. Frédéric, 41 ans, est prof de maths. Il a franchi la porte après avoir vu une pub sur Hornet. *«Je trouve ça très bien pour les jeunes, estime-t-il. Quand j'avais 20 ans, c'était vraiment dur d'oser demander un test à son médecin.»* Le mercredi soir est prévu un accueil *«Féminitude»* destiné aux personnes *«pas toujours*

bien reçues chez les gynécos : les lesbiennes, les prostituées, les trans», explique Perrine Tarpin-Lyonnet, la sage-femme du centre.

Pour le moment, les intervenants le reconnaissent : la majorité des patients sont des hommes gays vivant sous la menace, plus ou moins proche, du VIH. Mais la permanence Féminitude et les groupes de parole du jeudi devraient favoriser la diversité, dépasser les enjeux communautaires et remplir l'autre mission que le centre lyonnais s'est fixée, outre l'infectiologie : les questions générales de sexologie, en complément des problématiques de contraception, de fertilité et de PMA. «*La santé n'est pas seulement la lutte contre la maladie [...], rappelait le professeur Jean-Louis Touraine, spécialiste de l'immunologie et du sida, député PS du Rhône, lors de l'inauguration du centre. Il fallait ce lieu, qui s'adresse aussi aux bien-portants, pour qu'ils vivent une sexualité épanouie. Maintenant, vous avez un devoir, celui de réussir.*» Cette réussite pourrait passer par une plus grande implication de l'hôpital. Afin que l'idéal de «*prévention combinée*» devienne une réalité effective.

Se forger une culture commune

L'ouverture du centre des pentes de la Croix-Rousse s'est doublée de la mise en place d'une unité santé-sexualité à l'hôpital Edouard-Herriot. Or celle-ci «*n'est pas du tout valorisée par la direction des Hospices civils*», déplore le D^r Livrozet. Pourtant, «*l'hôpital ne peut pas être indifférent à ce projet, estime le P^r Touraine. Ce n'est pas inutile qu'il s'implique*». Par exemple en prenant en charge les prélèvements réalisés au centre de santé sexuelle, qui sont pour le moment déposés par les patients eux-mêmes dans un laboratoire d'analyses. Hormis deux vacataires, tous les intervenants sont bénévoles. «*Nous avons donné l'impulsion, c'est une ébauche en matière de proximité et de désenclavement de l'hôpital, dit Sébastien Cambau, chargé de prévention pour l'Equipe nationale d'intervention en prévention et santé pour les entreprises (Enipse). Mais pour que ça fonctionne à terme, il faut un budget spécifique.*» Cette enveloppe pourrait provenir de l'Agence régionale de santé et de la mairie (PS) de Lyon, qui financent déjà en partie les associations impliquées dans le projet. «*La période est difficile en termes de subventions, rappelle Céline*

Faurie-Gauthier, conseillère municipale déléguée aux hôpitaux, à la prévention et à la santé. *C'est déjà un joli pari de faire travailler ensemble tous ces gens.»*

La dernière ambition du centre de santé sexuelle est en effet de «favoriser les échanges entre soignants et associatifs en termes de contraintes médicales et législatives, de représentations, de pratiques», souligne Alexandre Chevalier, sexologue de l'Association de lutte contre le sida (ALS), à l'origine du projet. Bref, de se forger une culture commune. Et de pouvoir dire demain, comme l'a suggéré le P^r Touraine lors de l'inauguration, que «les Lyonnais sont ceux qui ont la meilleure sexualité du monde». «Amen», lui ont répondu les Sœurs de la perpétuelle indulgence.